L'Orient – Le jour 4-11-2019

Pas d'accrocs lors de la réouverture des banques, affirment Salamé et Sfeir

TRANSACTIONS

La BDL a répété ne pas envisager de mesures « formelles » de contrôle des capitaux.

P.H.B. avec agences

Le gouverneur de la Banque du Liban (BDL) Riad Salamé et le président de l'Association des banques du Liban (ABL) Salim Sfeir ont assuré durant le week-end que la réouverture des agences bancaires après deux semaines de fermeture en marge des manifestations massives organisées dans toutes les régions du pays contre la classe politique s'était déroulée sans accrocs.
M. Salamé a déclaré samedi à l'agence Reuters que la réouverture des banques « n'avait posé de problème à aucune banque ». « Cela est important compte tenu de la durée de la fermeture et des événements dans le pays », a déclaré M. Salamé.
Si les banques et la BDL avaient maintenu une partie de leurs effectifs mobilisés pour assurer certaines opérations – approvisionnement des distributeurs automatiques de billets (DAB), transferts des salaires dans le public et le privé, entre autres –, la majorité des services bancaires (traitement des chèques, virements, achat de devises) étaient interrompus depuis le 18 octobre, au lendemain du début de la contestation sociale.

Dans la mesure du possible
En cours de semaine dernière, l'ABL a finalement annoncé que les agences bancaires allaient ouvrir leurs portes au public vendredi et samedi, exceptionnellement jusqu'à 17h (contre environ 14h et 12h habituellement sur ces deux journées).
D'après les témoignages recueillis par L'Orient-Le Jour sur le terrain et auprès de banquiers, les deux journées se sont déroulées dans le calme et les clients étaient même beaucoup moins nombreux samedi à se rendre à leurs guichets.
« Beaucoup de clients avaient retiré leurs salaires via les DAB jeudi. Les clients qui se sont rendus chez nous sont principalement venus réaliser des opérations urgentes, comme provisionner des comptes pour payer des factures et s'enquérir de la situation avec leurs conseillers », a indiqué un directeur d'agence dans le Metn.
Un constat partagé samedi par le président de l'ABL, également contacté par Reuters et qui a affirmé que les banques du pays n'avaient pas déploré de « mouvements hors norme de fonds durant les journées de vendredi et samedi ». « La réaction (des clients) était conforme à nos attentes, mais les gens posaient de nombreuses questions et nous leur avons fourni des garanties dans la mesure du possible », a-t-il souligné. Le fait que les banques restent fermées pendant deux semaines avait alimenté les craintes que des déposants ne retirent massivement leurs fonds, craignant de ne plus pouvoir y avoir accès, ou convertissent leurs livres en dollars. Mardi, le gouverneur de la BDL avait déclaré au New York Times qu'il espérait qu'une solution à la crise institutionnelle générée par la contestation sociale soit trouvée « dans les jours qui viennent » pour éviter que le pays ne « s'effondre économiquement ». « Les banques sont fermées et si la diaspora ne voit aucune solution se profiler, ses investissements, sur lesquels le Liban compte, vont baisser », avait-il notamment estimé. Les remises de la diaspora ont représenté 13 % du PIB du pays en 2018.
Malgré le risque de panique, le gouverneur avait néanmoins répété à plusieurs reprises la semaine dernière que la BDL n'entraverait pas la libre circulation des capitaux, un engagement qu'il a réitéré samedi, en écartant la possibilité que des mesures « formelles » de contrôle soit adoptées. Il reste que la réalité est beaucoup plus nuancée sur le terrain. Selon plusieurs clients, les banques ont obtenu de la BDL de pouvoir elles-mêmes gérer les besoins de leurs clients comme elles le souhaitent. Si certains établissements ont imposé des restrictions, notamment pour les transferts à l'étranger ou les achats de devises, d'autres ont continué de fonctionner comme elles le faisaient avant le 18 octobre.
Les manifestations, qui avaient diminué d'intensité depuis la démission mardi du Premier ministre Saad Hariri, ont repris de l'ampleur durant week-end. Des appels à la grève générale et au blocage des routes ont été lancés hier par les représentants de certaines organisations locales menant le mouvement de révolte.
Le pays traverse en outre une période extrêmement délicate sur le plan financier depuis plusieurs mois. Depuis la fin de l'été, l'accès au dollar – auquel la livre est arrimée depuis 1997 et qui circulait librement sur le marché local jusque-là – a été fortement limité par la BDL puis par les banques par voie de conséquence, ce qui a provoqué une inflation de son prix dans les bureaux de change. Pour l'heure, samedi, le taux officiel était toujours fixé à 1 507,5 livres pour un dollar, mais les banques ont toutes resserré les conditions de retrait et de sortie du territoire du billet vert, après que la BDL a décidé de limiter ses interventions sur le marché, officiellement pour garantir le financement de l'État et de certaines importations stratégiques.